

jouit du meilleur système de gouvernement qu'il ait au monde ; nous serions insensés de vouloir l'annexion. Mgr Lynch souhaiterait que la population de l'Irlande fut aussi heureuse que nous, sous ce rapport, au lieu d'être obligée de s'expatrier comme elle fait.

* *

Le mouvement de secours aux Irlandais ne réussit guère en Angleterre. Le comité de la duchesse de Malborough n'a encore recueilli qu'une somme relativement insignifiante. On ne sait à quoi attribuer cet échec. Les journaux rappellent que lors des derniers appels du même genre, il y a quelques années, pour venir en aide aux inondés français et à d'autres œuvres du même genre, l'argent arrivait en abondance de tous les coins de l'Angleterre. Cette fois, pourtant, il s'agit d'une misère nationale à secourir, et les appels restent sans écho.

Les besoins sont pressants, cependant. La misère devient de plus en plus horrible en Irlande, et les associations charitables sont impuissantes à secourir la moitié des nécessiteux.

* *

Un rude champion vient de se dresser contre M. Gambetta, qu'il accuse d'opportunisme, de temporisation, de conservatisme même. C'est M. Clémenceau, aussi redoutable comme écrivain que comme orateur, paraît-il. Il y a quelque temps, M. Clémenceau prononça, dans l'assemblée, un discours qui fit une impression profonde et qui était dirigé contre Gambetta. Il a fondé depuis un journal, la *Justice*, qui va entreprendre de démolir le grand homme. M. Clémenceau rallie presque toute la gauche radicale autour de lui et de son journal. La lutte sera vive et intéressante. Lors de l'élection récente du président de la Chambre, M. Gambetta a été renié emphatiquement par l'extrême gauche. Il a peut-être trop attendu pour saisir le pouvoir, et le bon moment est peut-être passé maintenant.

* *

Les autorités judiciaires du Montana, E.-U., ont offert au gouvernement fédéral leurs services, moyennant rémunération, pour aider à découvrir l'assassin ou les assassins du malheureux Grayburn. Le gouvernement est disposé à ne rien négliger pour arriver à ce but.

Mais il est bon de se rappeler, à propos de cette proposition des autorités américaines, que lors d'une affaire semblable qui eut lieu en 1875 dans cette même région, les tribunaux du Montana ayant prêté leurs services au colonel McLeod, il s'ensuivit un procès qui coûta une vingtaine de mille piastres au gouvernement canadien, sans amener aucun résultat. Parmi les items de ce compte, qui a été publié en détail à la dernière session par ordre de la Chambre, on voit une somme de \$2,500 accordée comme honoraires à un des avocats américains par les juges du Montana pour quelques jours de travail seulement. M. McLeod voulut chicaner, mais les juges sont électifs aux Etats-Unis, et les avocats sont électeurs !

* *

Les dépêches de Russie portent que la condition du czar devient de plus en plus critique. Le malheureux monarque n'est plus qu'une ruine, au physique comme au moral, dit le télégraphe. Ses médecins seuls ont accès auprès de lui. Il croit que tous les mets qu'on lui sert sont empoisonnés, et s'imagine être constamment guetté par des assassins.

Il faut bien avouer que ces frayeurs ont quelque fondement. Le czar est exposé chaque jour à tomber sous les coups des nihilistes. La position n'est réjouissante que pour ses ennemis, et est devenue telle qu'il ne reste qu'un moyen d'en sortir, l'abdication. Alexandre II sera probablement forcé d'y recourir avant longtemps, à moins qu'il ne veuille continuer à traîner l'existence misérable qui lui est faite. Son fils, qui n'est pas lié comme lui par un passé autoritaire, pourrait, en montant sur le trône, accorder des

réformes suffisantes pour calmer l'esprit populaire et apaiser les nihilistes. Il est évident que le gouvernement absolu ne peut plus se prolonger en Russie qu'au péril permanent des souverains et des institutions elles-mêmes.

A. G.

CHRONIQUE AMÉRICAINE

New-York, 20 janvier 1880.

Hier, je me promenais sur le *Bowery*, qui est devenu, malgré sa double voie de chemin de fer aérien, la promenade la plus curieuse de la ville et la plus propice pour y faire des rencontres.

Je ne fus donc pas étonné le moins du monde de me trouver face à face avec un ami que je n'avais pas vu depuis bien longtemps : c'était le fameux Goldmouth, que vous connaissez peut-être ; le type des chroniqueurs, le chasseur de nouvelles à sensations, le plus indiscret des reporters enfin.

—Comment allez-vous, mon cher, s'écria-t-il en me voyant, il y a plusieurs lustres que je n'ai pas eu l'honneur de vous rencontrer ; où allez-vous comme cela ?

—Je vais de ce pas acheter un parapluie, lui dis-je.

—Un parapluie ? qui vous a fourré cette idée biscornue dans la tête !

—Mais c'est le *Herald*. Il vient à l'instant de nous prédire la pluie pour plusieurs jours.

—Rassurez-vous, il ne pleuvra pas.

—Comment le savez-vous ?

—Le savant qui fait la pluie et le beau temps au *Herald* est un de mes grands amis ; je suis sûr que pour vous obliger il changera ses prédictions ; il ne peut pas me refuser ça.

—Que vous êtes bon mon cher Goldmouth !

—Demain j'irai le voir, vous verrez, c'est le meilleur homme du monde, un gentleman incapable de faire pleuvoir lorsqu'un de ses amis a besoin d'un temps sec, maintenant vous êtes libre de me payer à dîner chez Delmonico...

—J'allais vous le proposer, lui dis-je en me dirigeant du côté de ce célèbre restaurant.

* *

Entre la poire et le fromage, je profitai d'un moment d'abandon de mon ami pour lui demander ce qu'il pensait d'Edison.

—Edison, me dit-il, est bien jeune pour être aussi savant. Je lui ai conseillé de se faire épiler le crâne et il ne m'a pas écouté ; ce qui fait que toutes les vieilles perruques d'Europe lui contestent son invention. Dans le vieux monde on ne comprend pas un inventeur qui ait l'air d'un homme comme un autre. D'abord il lui faut des lunettes, plusieurs ridicules et force latin dans tous ses discours. Edison ne sera jamais un savant dans toutes les règles. Ce n'est qu'un homme de génie.

—Voyons, Goldmouth, parlez-moi franchement : cette lampe nouvelle vaut-elle mieux que ses devancières ?

—La lampe Edison est une étoile de première grandeur ; les autres sont des nébuleuses, dit-il, avec emphase. Sa lumière reste brillante et uniforme pendant 240 heures ou, si vous aimez mieux, durant deux mois à raison de 4 heures par jour sans qu'on ait besoin d'y toucher.

—Quelle économie de temps pour nos ménagères, murmurai-je, et comme elles vont le bénir.

—Elles en seront d'autant plus satisfaites, reprit Goldmouth, que cette lampe merveilleuse ne coûtera que 25 cents et qu'elle ne dépensera que 2 cents d'électricité par soirée.

—Superbe, splendide, sublime, m'écriai-je.

—Tellement sublime qu'Edison est en marché, en ce moment, avec la ville de Montréal pour l'éclairer par l'électricité.

—Ce qui fait qu'on pourra la nommer, sans métaphore : La ville des lumières... électriques.

—Oui, continua Goldmouth, le Canada verra cela et autre chose encore. Ah ! si la politique était aussi facile à démontrer

que la science ; si l'on pouvait prouver aux Canadiens que l'indépendance et même l'annexion sont aussi nécessaires à leur bonheur que la lumière électrique.

—Ah ! voilà que vous allez me parler encore de cette question ; ne vous ai-je pas dit cent fois que les Canadiens-français voulaient conserver non-seulement leur autonomie, mais aussi leur langue, leurs coutumes et leurs privilèges.

—Faire partie de la grande fédération américaine, répondit mon ami, n'est pas la même chose que si l'on appartenait à l'Angleterre ou à l'Espagne. Ici chaque Etat se gouverne à sa façon, choisit non-seulement son gouverneur, mais aussi ses juges et sa constitution. Lorsque un Etat est catholique tout le rouage administratif est catholique et jusqu'à son gouverneur. Le Canada-français, s'il daignait se rallier à notre fédération, jouirait d'une indépendance véritable et partagerait notre prospérité.

—Mon cher, lui dis-je en terminant cet entretien, vous êtes digne de faire partie du Club Cartier.

ANTHONY RALPH.

M. PARNELL

Il paraît que la campagne de M. Parnell aux Etats-Unis n'obtient pas tout le succès qu'on en attendait. Il y a, dans l'esprit du public, une certaine incertitude causée par la position qu'à prise le célèbre agitateur dès son arrivée en Amérique. On reproche à M. Parnell d'avoir trop insisté pour faire ressortir le caractère politique de son entreprise, lorsque les populations étaient plutôt portées à n'accorder qu'une importance secondaire à cette question, pour le moment, et à s'occuper de préférence du plus pressé, des secours immédiats à donner aux malheureux qui souffrent de la disette et de la faim. Sans ce malentendu, M. Parnell aurait pu, dit-on, recueillir de très fortes sommes, mais son attitude a eu pour effet de refroidir le zèle d'une foule de personnes plus susceptibles d'être touchées par le côté charitable que par le côté spéculatif de l'affaire.

C'était l'opinion de Son Eminence le cardinal MacCloskey, comme aussi de la presse américaine, qu'il aurait mieux valu ne pas adopter cette tactique, et M. Parnell avait, dès le début, été prévenu à cet effet. Mais il n'a pas jugé devoir modifier son plan. Il a formellement déclaré que ce qu'il venait chercher aux Etats-Uni, c'était l'appui moral, c'est-à-dire politique, plutôt que matériel ! Cela devait nécessairement nuire au mouvement de secours.

Le *Herald* de New-York et d'autres journaux ont blâmé l'émissaire irlandais, qui, depuis lors, reçoit plus de témoignages de sympathie politique qu'il ne recueille de souscription. Le Congrès de Washington l'a publiquement invité à *lecture* dans la salle des représentants. Cette démarche n'a rien de surprenant après les remontrances faites par le Congrès au gouvernement anglais au sujet des affaires d'Irlande. De son côté, M. Parnell a donc autant qu'il pouvait désirer.

Que parti tirera-t-il du bagage politique qu'il remporte avec lui en Angleterre ? Espère-t-il influencer beaucoup le parlement impérial par ces manifestations d'une opinion étrangère et naturellement peu sympathique ? Croit-il que les résolutions du Congrès et des *meetings* américains aideront considérablement à faire régler la grande question agraire dans le Royaume-Uni ? Sans doute, ces protestations auront quelque effet. De nos jours, il n'est permis de dédaigner aucune manifestation de l'opinion publique, de quelque part qu'elle vienne, et le parlement britannique ne pourra s'empêcher de tenir quelque compte des démarches du Congrès et du peuple américain, tout inconsiderées et blessantes qu'elles puissent lui paraître.

Mais, en attendant, le voyage de M. Parnell aura été de peu d'utilité pour le soulagement immédiat de la misère en Irlande, s'il a des résultats dans l'avenir au point de vue politique.

On dit maintenant que le fameux agita-

teur ne viendra pas en Canada, comme on l'avait annoncé d'abord. Il aura écrit dans ce sens à quelques Irlandais de Montréal. M. Parnell n'est pas un orateur très brillant, paraît-il, et n'a rien des grandes qualités d'O'Connell. L'importance qu'on lui prête vient plutôt des circonstances particulières dans lesquelles il est devenu le chef de l'agitation en Irlande.

A. GÉLINAS.

LES EMPLOYÉS PUBLICS

Nous recommandons à nos lecteurs, aux pères de famille et à ceux qui s'occupent d'instruction publique dans le pays, les remarques suivantes faites par un écrivain français sur la condition des employés publics en France. On y trouvera plusieurs choses qui s'appliquent parfaitement à notre propre situation.

Qui donc a voué ainsi une classe entière de la société à l'indigence et à l'isolement ? Qui a poussé sous le même drapeau cette famélique armée de déclassés.

La stupidité et la vanité des parents d'abord, et ensuite la profonde indifférence avec laquelle l'instruction publique s'occupe de l'avenir de ceux qu'elle a élevés.

Aujourd'hui on donne à son fils une éducation au-delà de sa condition, on lui fait faire des études qui, l'arrachant à son milieu, le lancent complètement en dehors de sa sphère.

Partant d'où il sort, il faudrait, pour devenir quelqu'un, qu'il fût un homme supérieur, et la plupart du temps, ce n'est qu'un médiocre.—Alors, manquant de souffle pour gravir la côte, n'ayant pas les poulmons assez vastes pour l'air qui, là-haut, est fort rare, il tombe au milieu du chemin et dégringole.—Comme il ne peut être ni bachelier, ni avocat, ni médecin, ni ingénieur, et—qu'il n'a pas assez d'audace pour être député,—il entre dans l'administration, et on le range dans cette boîte où l'Etat conserve les fruits secs.

Il y restera vingt-cinq ans sans travailler. On ne lui demande par jour qu'une ou deux pages de belle écriture ; au bout d'un an, ce n'est plus un cerveau, c'est une cursive, une majuscule ou un paraphe remarquable.

Cet homme qui gèle chez lui, reste six heures dans son bureau à se rôtir les tibias devant un feu de corps de garde.

Pauvre malheureux ? s'il pouvait au moins emporter quelques-unes de ces bûches et voir rire ses enfants à leurs flammes !

Les études auxquelles l'Université nous oblige ne conviennent qu'aux têtes de colonne. Elles n'ont rien de pratique, et lorsqu'on sort de dessus les bancs, on connaît à peu près tout, excepté ce que les exigences de la vie nous réclament si impérieusement.

Un bachelier ne sait ni tenir les livres, ni écrire une lettre de commerce, ni lire le *Times*. On l'a bourré de sciences inutiles, et un an ne s'est pas écoulé qu'il ne se souvient presque plus de ce qu'on a mis dix années à lui apprendre.

Que le grand maître de l'Université, au lieu d'interdire les Jésuites et de jeter les frères des Ecoles chrétiennes hors de leurs demeures, ferait bien mieux de nous octroyer un programme d'études fermes, solides, positives, et qui pourraient au moins servir plus tard à l'élève pour gagner sa vie.

Mieux vaudrait l'instruction pratique... que laïque.

Quand chacun vivra à sa place, quand on continuera l'état de son père, quand le fils de l'artisan consentira à ne pas quitter son milieu et qu'au lieu de venir crever de faim à la ville, le paysan restera aux champs, il n'y aura plus de ces martyrs et de ces parias dont je viens de parler.

AVIS POUR LES FÊTES.—Si vous voulez faire de jolies étrennes n'oubliez pas de faire une visite au magasin de Madame P. BENOIT, 824, rue Ste-Catherine, vous y trouverez un beau choix de catins et de jouets d'enfants de tous genres et de toutes espèces, au prix du gros, et un grand assortiment de marchandises de goûts :

CHAPEAUX, FLEURS, FLEURS ET RUBAN.

On y fait les robes et manteaux avec élégance et sans délais. Rappelez-vous Madame P. BENOIT, 824, rue Ste-Catherine, entre les rues Sanghaet et St-Denis.